

Interview de Monsieur Pascal CAUCHY
Sciences Po. – Centre d’Histoire
Lycée international François 1^{er}
23 mars 2022



« Même dans les tensions les pires, c'est notre rôle aussi d'essayer de voir en quoi on peut renouer un dialogue, faire renaître un dialogue entre Ukrainiens et Russes, parce que c'est quand même le sujet numéro 1 aujourd'hui. »

Sixte Paire : Bonjour, merci beaucoup pour votre intervention. Je vous remercie au nom de tous les élèves qui sont dans cette salle. Que ce soient les élèves de spécialité histoire, géographie, géopolitique et science politique, des élèves russophones ou des élèves de section européenne allemande... donc merci beaucoup. Maintenant, Emmanuel et moi-même allons vous poser quelques questions sur ce conflit et je laisse donc la parole à Emmanuel pour une première question.

Emmanuel Jaslier : Je rejoins Sixte. A l'instar de certains analystes du traité de Versailles qui parlaient déjà d'une mauvaise recombinaison territoriale après la Grande Guerre, pensez-vous que l'éclatement de l'URSS en 1991 comporte des erreurs ?

Pascal Cauchy : Des erreurs ? Honnêtement, non. Dans la mesure où, justement... Alors encore une fois il y a eu des conflits extrêmement violents, je rappelle : Tchétchénie, Ossétie, etc. Mais quand même, dans le contexte de l'époque, je dirais que les populations ne s'en sont pas trop mal sorties. Le fait d'avoir conservé les frontières telles qu'elles existaient en 1991, c'étaient donc les frontières des États, enfin des républiques socialistes soviétiques, a sans doute évité un chaos ou un scénario yougoslave, qui à l'époque était vraiment dans toutes les têtes. On avait vraiment très peur d'une

guerre civile à une échelle continentale, même dans la littérature de l'époque, il y avait une sorte de littérature d'anticipation qui voyait la guerre de tous contre tous, un massacre généralisé et voilà... Vous connaissez les films yougoslaves qui montrent des scènes terribles. Bon c'était un peu cette idée que l'ex URSS allait tomber dans un gigantesque chaos. Ce qui ne veut pas dire qu'évidemment, les frontières étant ce qu'elles sont, il n'y avait pas à la marge, localement, un certain nombre de soucis : le Karabagh par exemple, Arménie-Azerbaïdjan, qui est un conflit qui date même de l'époque soviétique : 1988, vous voyez donc on est encore à l'époque soviétique. La création, parce que la Russie n'en était pas à son premier coup avec la Crimée : l'Ossétie du Sud, la Transnistrie, qui est un truc extraordinaire la Transnistrie... C'est un peu comme le Kosovo, c'est une sorte de supermarché de toutes les mafias, on peut trouver de tout : trafic d'êtres humains, armes, vous arrivez avec votre sac et vous faites vos courses en Transnistrie... C'est terrifiant... Donc on a effectivement quand même des résidus de l'ex URSS qui posent de vraies, vraies, vraies, vraies questions, vrais problèmes. Mais si je suis vraiment honnête avec la chronologie et le contexte de l'époque, 91 le chaos est tel que tout le monde était persuadé quand ils ont créé la CEI : Communauté des États Indépendants, premier jour ils se sont demandé mais qu'est-ce que c'est que ce machin ? Communauté des États Indépendants ? Ça ne veut rien dire ! Communauté d'États indépendants, c'était improvisé ! Mais ça a été improvisé pour essayer encore une fois d'éviter un chaos gigantesque. Je vous rappelle, on sortait d'un coup d'État, certes léger, la Russie se prenait un deuxième coup d'État beaucoup plus violent avec des centaines de morts et des massacres au mois d'octobre 1993. Donc voilà, pour répondre à votre question, 91 c'était le moindre mal.

Sixte Paire : Avec le retour de la guerre sur le sol européen, beaucoup de personnalités comme le président Macron dans son allocution sur cette guerre, a parlé de retour du tragique dans l'Histoire. Est-ce que vous partagez cette forme d'analyse ?

Pascal Cauchy : Alors, le tragique dans l'Histoire, il ne vous aura pas échappé qu'on est aussi en campagne électorale. Certains mots actuellement sont nécessaires aussi de temps en temps pour tirer les lumières vers soi. Encore une fois, comme je l'ai dit dans mon introduction, la guerre n'avait jamais vraiment quitté l'Europe et y compris son territoire ne serait-ce que par le conflit yougoslave, qui n'était pas le seul d'ailleurs : guerre civile en Grèce dans les années 40, enfin 48-49. La guerre, on l'a oubliée, mais quand même Chypre, c'est une île qui est encore coupée en deux ! Les relations sont quand même un peu compliquées avec les Turcs aujourd'hui qui viennent d'ailleurs de déposer hier, profitant de l'embellie générale pour l'adhésion à l'Union européenne un nouveau dossier d'admission. Pourquoi pas ? Je crois qu'aujourd'hui tous les espoirs sont permis. Ce qui est important, c'est de bien comprendre une chose, c'est que la paix, la paix est toujours à construire. C'est vrai qu'on ait davantage et qu'on est sur des guerres larvées quasi permanentes, de tensions... Vous savez les politologues ont inventé des tas de mots extraordinaires, qui ont leur valeur, sur les échelles de guerre entre haute et basse intensité. Une émeute, c'est ce que les politologues appellent une guerre-faux. Évidemment, ça n'a pas les allures de grands combats sur le modèle des grands tableaux des batailles napoléoniennes. Mais c'est les émeutes de San Francisco, c'est peut-être les émeutes de 2005 en France. Donc la violence, vous allez la retrouver pratiquement à toutes les étapes de l'histoire de l'Europe, mais avec des intensités évidemment extrêmement variables, c'est ce que nous offre la politologie. Mais il est certain que là encore nous avons une mémoire extrêmement courte dans la mesure où on voudrait vraiment effacer les images de la Yougoslavie et là tout d'un coup malheureusement ça ressurgit. Et pas avec n'importe quel acteur ! Là encore, je vous rappelle, c'est un pays qui est, enfin ces pays sont de grands pays, grandes traditions, et la Russie est membre du conseil de sécurité... Avec l'arme nucléaire !

Emmanuel Jaslier : Certains accusent une responsabilité de l'Occident dans le déclenchement du conflit, pensez-vous que les États-Unis et l'Europe auraient pu éviter cette crise en faisant de meilleurs choix ?

Pascal Cauchy : Alors, responsabilité de l'occident... C'est vrai que c'est un discours que l'on entend beaucoup. Ce que j'essaie de vous montrer c'est que finalement de ce point de vue-là les responsabilités sont comme toujours extrêmement partagées, avec des préjugés, des présupposés, on prête à l'autre telle hypothèse. Il est certain si... Il y a eu des mauvais choix : 89-91 et 2003-2004. 89-91 il y avait à l'évidence un appel du pied de l'URSS dans un premier temps et de la Russie dans un second temps de faire cause commune avec l'Europe. Cela avait donné lieu à une expression, Gorbatchev avait parlé de la « maison commune », « créons une maison commune à l'occasion de l'unité allemande ». Ça n'a pas été, voilà : c'était non. Ce n'est pas recevable. Donc c'est certain qu'il n'y a pas eu... Et un discours de Poutine en 2003, donc la période économique n'est pas encore bonne mais il y a une stabilisation économique en Russie à ce moment-là. 2003 et repris en 2005, on pose clairement la question « est-ce que la Russie est prête à rentrer dans l'Europe ? ». La réponse est claire, c'est oui. Alors peut-être pas dans l'Union européenne mais en 2005, il est encore persuadé, n'oubliez pas d'où il vient, alors contrairement à quelques sottises sur le thème « c'est un ancien du KGB donc il raisonne comme un officier du KGB », il est aussi de Saint-Pétersbourg, de Leningrad. Il a été dans l'équipe Sobtchak, ça ne dit pas grand-chose à beaucoup d'entre vous. Sobtchak était le maire de Leningrad et il passait pour le plus occidentaliste de tout le personnel politique de l'ex URSS. Et donc quand on vient de Saint-Pétersbourg aujourd'hui, c'est vrai qu'on est plus tourné vers l'ouest que vers autre chose. Moscou est loin. Et de ce point de vue-là Poutine était plus encore dans le halo lumineux d'une Europe accueillante. 2004, avec les événements politiques qui se passent un peu partout dans les républiques périphériques, là il y a un changement. 2005 il est encore d'accord, après c'est fini... Après il y a le problème de l'attitude des États-Unis. Je n'ai pas évoqué deux éléments qui ont compté également dans les analyses du ministère des Affaires étrangères russe, et qui auront certainement alimenté une vision politique. L'affaire de la Libye et l'affaire de la Syrie. L'intervention occidentale, alors je ne parle même pas de l'Irak ! Mais il y a quand même une succession d'interventions occidentales qui se font sans la Russie, membre du conseil de sécurité. Elle se fait au titre de l'OTAN, la Libye c'est un allié entre guillemets de la Russie, héritage de l'union soviétique. La Syrie c'est beaucoup plus compliqué, non seulement c'est un allié et que la plupart des élites syriennes ont été formées en union soviétique : juristes, ingénieurs, etc., etc. Et en plus les Russes conservaient une base, la dernière base maritime, militaire, en Syrie. Donc la fin du régime de Bachar El-Assad, c'était la fin de la présence russe en méditerranée. Donc vous comprenez que là... C'est intéressant, le grand va-t'en-guerre, le grand va-t'en-guerre du côté américain, moi ce qui m'inquiète un peu c'est qu'il est aux manettes. Monsieur Blinken, monsieur Blinken qui a toujours eu des mots extrêmement hostiles à l'égard de la Russie, quand ce n'est pas de la Chine, mais surtout de la Russie. Monsieur Blinken a toujours, non seulement accepté, mais promu les interventions américaines à l'extérieur, dont la Syrie. Et ce qui est intéressant c'est que monsieur Blinken qui servait dans l'administration Obama se trouve aujourd'hui désavoué par son ancien patron puisque monsieur Obama lui-même dit que c'était une erreur, notamment pour la Libye. Donc c'est certain que là aussi il faut se poser la question des individus, sans rentrer dans un psychologisme encore une fois. Mais il y a des positions politiques, il y a des déclarations publiques qui à partir de là, on doit essayer effectivement de. Alors là-dessus, il est certain que se mettent en place aussi ce que à partir des années 2000 on va parler des fameuses valeurs occidentales : démocratie libérale etc... C'est ce qui va faire le tuf, de je dirais, de ce qu'on appelle la mondialisation. Et ces fameuses valeurs, qui vont être considérées comme les critères d'adhésion notamment à l'union européenne : critères de Copenhague, 93. Progressivement, dans ce désamour qui est en train de se faire avec la Russie, les Russes ne les acceptent pas, ça devient même un repoussoir. Sans pour autant avoir une nostalgie de l'Union soviétique, je rappelle qu'aux élections les communistes n'ont fait que 20%. Chose intéressante ils ont fait beaucoup de voix à Moscou, Moscou qui n'est pas favorable à Poutine, donc il y a un vote protestataire qui se fait. Mais il est certain qu'il y a là aujourd'hui, ce n'est pas une guerre de civilisations mais il est certain que la question de ce que nous représentons devient aujourd'hui un motif de rejet. Donc, évidemment tort partagé. Je crois qu'il faut accepter cette idée de tort partagé parce qu'encore une fois il va falloir construire la paix, il va falloir qu'on se reparle. Parce que c'est ça la paix. Et là ça ne va pas être simple.

Sixte Paire : Que vous inspire l'attitude ambiguë de certains États quant à la crise ? Et les sanctions prises par les États plus occidentaux auront-elles un véritable impact, et surtout un impact surtout en vue de la paix sans plonger le monde dans une forme... pas de chaos mais de...

Pascal Cauchy : De guerre nucléaire ! Disons-le ! C'est quand même, il y a quand même un petit point d'interrogation qui est né depuis maintenant 15 jours. L'attitude des États. Je dirais que chaque, évidemment chaque État va dans ce chaos, parce que la guerre est un chaos, chaos politique et international, diplomatique, économique, etc., va sans doute réagir de façon très très classique, à savoir évaluer dans l'urgence ses propres intérêts. C'est ça la question. On le voit bien sur la question des approvisionnements en énergies, notamment du côté allemand. L'Allemagne qui est tiraillée entre deux, entre la nécessité de recevoir le gaz russe pour remplacer le charbon. Je rappelle que le Nord Stream 2 c'est à la demande des Allemands qu'il a été construit, ce n'étaient pas les Russes qui voulaient un gazoduc, ce sont les Allemands qui demandent un gazoduc. Et que les Américains n'arrêtent pas de dire, surtout depuis l'administration Biden, faire des menaces et des pressions sur le gouvernement allemand en disant « Attention ça ne va pas aller, on n'est pas d'accord, un certain nombre de contrats, on ne va pas les honorer ». Enfin bref, il y a eu à un moment donné une pression, qui était plus qu'une pression diplomatique sur Berlin. On voit bien qu'aujourd'hui les Allemands essaient de se mouvoir entre je dirais une attitude américaine qui est intransigeante et maintenant la nécessité d'aider l'Ukraine et de faire barrage à la Russie tout en essayant de maintenir l'arrivée du gaz et du pétrole. Ce qui se passe actuellement d'ailleurs. Vous aurez remarqué que, on continue de payer le gaz et le pétrole aux Russes. Pas par les fameux moyens Swift, cryptés, mais par d'autres moyens. Cela étant, chacun échafaude au jour le jour de nouvelles stratégies. Madame von der Leyen a proclamé il y a une semaine la nécessité pour l'Union européenne de se rapprocher des États-Unis qui allaient nous approvisionner, en quoi ? En gaz de schiste. Qui eux-mêmes n'attendent que ça d'ailleurs, pour vendre leur gaz de schiste. Qui sont un Etat, qui avaient réduit leur production, désormais leur production va peut-être augmenter. Donc chacun va réagir. Après il y en a qui vont réagir dans l'urgence, il commence à y avoir de grosses inquiétudes. Ce sont les pays notamment autour de la Méditerranée qui vont manquer, qui vont voir le prix du blé grimper de façon considérable. Le pain, chocolat etc. ont pris 10 centimes, 15 centimes là depuis 15 jours, ce n'est pas fini. Sauf que pour nous, ça va être presque indolore, pour d'autres pays c'est déjà très douloureux, confèrent il y a 10 jours, 8 jours les émeutes au Maroc. Les émeutes au Maroc qui rappellent quand même les fameux souvenirs des émeutes en Égypte qui avaient provoqué le fameux printemps arabe. Les émeutes en Égypte avaient été l'occasion du renversement du pouvoir de l'époque mais ils étaient provoqués essentiellement par une montée considérable du prix de la farine. Donc un déséquilibre et chaque pays va évidemment essayer de réagir au mieux pour essayer de contrer stratégie. Y aura-t-il une unité européenne ? J'ai un peu le sentiment que dans un premier temps il y a eu une unité de solidarité avec l'Ukraine, ce qui se justifie parfaitement. Mais qu'aujourd'hui, l'unité on l'a vue avec l'histoire des avions allemands, les avions américains achetés par l'Allemagne... Enfin vous voyez, on entre dans autre chose. L'Italie qui dépend, c'est l'Italie qui dépend le plus du gaz russe. On n'entendait pas l'Italie sur ces questions-là, elle gère son affaire. Parce que si le gaz n'arrive plus, là il y a un vrai, vrai, vrai problème pour l'Italie. On connaît peu de pourcentages, mais c'est le pays qui dépend le plus du gaz russe actuellement. Après, chacun, après avoir eu les paroles très antirusses : Pologne, Tchéquie, Hongrie, enfin la Hongrie. Compliqué. Comme par hasard, on a des délégations qui arrivent en Ukraine pour essayer peut-être de, d'arrêter le processus. Israël joue un rôle important dans cette affaire aussi. Israël a besoin d'une certaine stabilité d'abord parce que 30%, 20% de la population est d'origine russe ou ukrainienne en Israël. Ce n'est quand même pas rien. Donc il y a un problème d'électorat local. Et puis une déstabilisation complète de ces régions, ça peut refaire aussi renaître des déstabilisations en Égypte, et puis surtout en Syrie. Donc voilà, la Chine, vous avez remarqué la Chine est d'une prudence... Encore que, la Chine, le Brésil, l'Inde votent à l'assemblée générale des nations unies. Intéressant le vote à l'assemblée générale des Nations unies. Au conseil de sécurité d'abord, la condamnation de la Russie n'était pas majoritaire. La Chine s'est abstenue. L'Inde aussi. Beaucoup de pays se sont abstenus. Bon, on attend de voir aussi, c'est normal.

Emmanuel Jaslier : Nous avons reçu ici même en novembre dernier Jean-Claude Mignon, ancien président de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe qui nous a dit « qu'il faut toujours parler à la Russie ». La Russie a été exclue de ce conseil. Ce choix est-il judicieux ?

Pascal Cauchy : Vous savez, on est dans une période de crise. On n'opère pas un malade à chaud. C'est-à-dire que de toute façon aujourd'hui on ne peut pas se parler, on ne peut pas. Ça ne sera pas direct. Ça ne sera pas l'affaire de l'institution multilatérale, la preuve c'est que même la Russie vient de quitter elle-même le conseil de l'Europe. Ce n'est quand même pas rien. On avait fait partie des premiers membres en même temps que l'URSS, à Strasbourg. Donc, il est certain qu'aujourd'hui, se parler par les canaux habituels de la diplomatie, ça devient impossible. Sanctions, des paroles... Les paroles c'est terrible ! Le mot, le mot du ministre des finances Le Maire, parlant de « guerre totale », vous ne pouvez pas imaginer les dégâts que ça a fait, relayé à l'envie par les télévisions russes et par la propagande officielle : « Je veux dire, voyez ! Ils nous ont déclaré la guerre totale ». Avec d'ailleurs réplique immédiate du Premier ministre, ce n'est quand même pas rien, sur le thème « tu la veux la guerre totale ? ». Tout de suite le lendemain, monsieur Le Maire a dit « je n'ai pas voulu dire ça ». Attendez, on est ministre ! Si on ne sait pas ce qu'on dit... Je le dis d'autant plus que Le Maire, je le connais et je l'ai même reçu à Moscou. Ce n'est pas un grand ami de la Russie, c'est clair. Mais il faut faire attention, nous sommes dans une période où un mot peut encore faire déraiser des choses considérables. Ensuite, une fois qu'on a dit ça, il y a tous les interstices du dialogue. Il y a encore aujourd'hui des gens qui se parlent. Ce n'est pas simple, je peux vous assurer, pour être pratiquement là au quotidien sur un certain nombre de sujets, c'est très, très difficile de se parler. Pas pour des raisons, parce qu'on n'est pas contents, ne serait-ce que pour les canaux normaux. Pour se parler, il faut surtout éviter de mettre dans l'embarras votre interlocuteur. Ne pas le mettre dans l'embarras, ça veut dire quoi ? Ce n'est pas lui dire tout simplement « Ah dites donc, vous avez tué 25 personnes ! ». Si vous commencez comme ça, la phrase suivante va être compliquée à dire. Donc il y a d'autres canaux, heureusement car à un moment donné il faudra bien que l'on se reparle. Mais de façon plus ouverte. Ces canaux c'est aussi bien certaines personnes, comme toujours dans ces cas-là, qui jouent les bons offices avec parfois un intérêt financier à la clé. Ah, ça arrive. En disant « de mon entre-gens je tirerai profit ». Vous avez des canaux officieux par des gens qui se connaissent de longue date, des diplomates qui ont déjà, qui sont connus des diplomates russes. Par exemple, des diplomates français, des diplomates israéliens, des diplomates allemands qui ont appris à se connaître et qui ont tissé des liens d'amitié. Et c'est par eux que ça passe. Ça passe par aussi des liens interpersonnels, y compris malgré des déclarations particulièrement fortes. Prenez Total, Total ne va pas partir de Russie. Attendez, s'ils partent de Russie, regardez dans les comptes de Total ce que la Russie pèse, c'est considérable ! Et surtout, s'ils partent, qu'est-ce qui va se passer ? Bah ceux qui partent, ils seront remplacés par d'autres ! Suivez mon regard. Il y en a d'autres qui sont intéressés à récupérer les contrats Gazprom autour de Yamal et de l'Arctique. Ils sont chinois, ils sont américains. Et ce ne sera plus Total. Et ça, à Total on le sait. Donc si on s'en va, il n'y a personne pour attendre et on laisse les clés aux autres. Parce que les autres ils les prendront très vite. Donc là, Total, on voit bien, avec les déclarations d'hier que c'est « oui on va interrompre nos relations, mais on continue quand même à travailler ». Renault fait 25% de son chiffre d'affaires la Russie, quatre des plus grosses usines mondiales de Renault sont en Russie, 25000 employés. C'est son premier marché à l'étranger maintenant, par des sous-marques. Si on vous dit demain « Renault c'est fini »... En réalité derrière, il y a des ingénieurs se parlent, qui continuent à travailler, qui ont des amis, qui ont de la famille, il y a beaucoup de couples mixtes. Et couples mixtes, j'ai envie de dire, il y a des couples mixtes ukrainiens et russes, franco-allemands et ukrainiens, etc. Donc c'est comme ça que les choses vont revenir progressivement. Mais pour avoir connu la période 2015-2016-2017 en Russie par exemple, je peux vous assurer que les relations étaient catastrophiques, et c'était très, très dur de travailler avec les Russes. Les Russes ne voulaient pas travailler avec nous après 2015. Donc vous voyez, c'est très, très difficile. Il a fallu des années avant de rétablir un climat de confiance un peu générique. Donc pas simple.

Sixte Paire : Vous avez évoqué tout à l'heure la dénazification de l'Ukraine, proposée en quelque sorte par Vladimir Poutine. On dit que c'est souvent infondé mais quand on voit l'activité par exemple, du régiment Azov, qu'est-ce que ça signifie ?

Pascal Cauchy : Alors, d'abord le mot « nazi » ne faisait pas partie du vocabulaire à l'Est. Dans le monde communiste, on ne parlait pas du « nazisme ». Pourquoi ? Parce qu'il y avait le mot « socialisme » dedans. Donc on parlait du « fascisme ». Le fascisme, on parlait notamment du « fascisme allemand ». C'était en Allemagne de l'Est un leitmotiv. Donc le mot « nazi », je dirais il est arrivé assez tard dans le vocabulaire pour vraiment désigner des gens extrémistes en quelque sorte, des extrêmes parmi les extrêmes. Il est certain depuis 2014, et notamment les affaires d'Odessa, arrivent en boucle, alors pas tous les jours, mais régulièrement à la télévision en particulier, les dizaines de personnes qui ont été brûlées vives par des milices qui voulaient empêcher la sécession d'Odessa à l'égard de Kiev. Et il y a je pense, mais là encore une fois, je suis dans la conjoncture donc ça ne veut pas dire grand-chose, il y a l'idée quand même de la vengeance. Il y a un crime qui a été commis du point de vue russe, ce crime a été commis par des milices lambda, dont le régiment Azov etc., etc., « il faut qu'ils payent ». Donc la dénazification, dans un premier temps, on peut considérer que ce sont ces groupes là que l'on veut voir, je vous rappelle que Vladimir Poutine a un discours particulièrement... Comment dire ? Il ne s'embarrasse pas de circonvolutions. Je vous rappelle la fameuse formule à propos des terroristes tchéchènes : « on ira les chercher jusque dans les chiottes ». Je cite. Ça veut dire quoi ? On allait leur tirer une balle dans la tête dans les toilettes, c'était ça. Et il y a eu des cas comme ça. Et donc l'idée c'est bien ça, c'est aussi comme pour ceux qui ont posé des bombes à Moscou et autre, « on ira les chercher, ils vont payer ». Donc c'est ça la dénazification dans un premier temps. Il y a un deuxième temps, et là on est dans la zone grise. Est-ce que cela signifie, et ça l'on n'en sait rien, ce n'est pas clair, est-ce que ça signifie le départ du gouvernement ukrainien actuel ? Et donc là on tombe dans une rhétorique de désignation d'un ennemi fictif etc... Enfin réel ou fictif peu importe. Mais au point de départ de ce terme, ce sont bien ces gens et notamment à partir de l'affaire d'Odessa qui sont désignés pour vengeance ou justice comme vous voulez.

Emmanuel Jaslier : Une dernière question, que vous inspirent la réaction médiatique et celles des différents candidats à la présidentielle face à cette crise ?

Pascal Cauchy : Alors, les candidats à la présidentielle... Je vous avoue, et je ne me défile pas, c'est pas du tout ça, je réponds à tout. C'est que depuis maintenant 15 jours je ne les écoute plus, moins. Donc je ne peux pas trop vous parler actuellement de politique française parce que je suis plus ce qui se passe actuellement de l'autre côté de l'Europe. Il est certain, là je me fais simplement le rapporteur de discussions que l'on a entre collègues, il est certain que la crise, la guerre en Ukraine a en partie anesthésié le débat public. Et pas seulement en France, parce qu'il y a d'autres élections en Europe. Mais on constate qu'effectivement, on a deux choses. On a une invasion médiatique légitime de la guerre en Ukraine qui a anesthésié en partie le débat. Deuxièmement, qu'est-ce que ça peut m'inspirer ? La difficulté à parler de la guerre. Et encore une fois c'est normal, par rapport à ce que j'ai dit au début. Avec cette idée que la guerre a disparu de nos horizons, on ne se sent plus de parler de la guerre. Ou alors on ne va en parler que sur le mode, que je connais bien aux États-Unis, le mode de l'émotion. Alors, le mode de l'émotion il est légitime, là aussi il est normal, ça arrive. Quand on voit des morts, domaine d'émotion. Ce qui était pas du tout le cas de nos ancêtres qui eux, pour eux je dirais, la guerre faisait partie, faisait partie de la vie. Et donc comment on analyse ? Ce n'est pas seulement un jeu intellectuel d'analyser la guerre. Le positionnement politique, c'est prendre un certain nombre de positions tout en sachant très bien qu'on ne peut pas les tenir parce que c'est une situation extrêmement mouvante et dangereuse. Donc demander aujourd'hui à un candidat de se positionner, si c'est sur le discours de l'émotion la main sur le cœur... Eh bien oui, c'est tout ce qu'il peut faire, il ne peut rien faire d'autre. Maintenant, en responsabilité, et on voit bien qu'aujourd'hui, Emmanuel Macron en tant que chef d'État mais pas en tant que candidat, joue une partition qui semble être quand même, ce

n'est pas lui tout seul, ils sont plusieurs à la jouer en même temps, mais une position justement d'intermédiaire et de dialogue. Car je pense qu'on a compris aussi que certains pays, notamment les États-Unis, se sont retirés comme par hasard du jeu et attendent maintenant d'y revenir, mais sous une autre forme. Là, il y a, pour vous dire les choses très clairement, aujourd'hui il y a à l'Élysée, quai d'Orsay c'est plus compliqué. Mais à l'Élysée, il y a à l'évidence un discours « on » et un discours « off » comme on dit chez les Anglo-saxons. Le discours « off », c'est « on condamne, on a plus que le droit international ». Et le discours « on », c'est « il faut continuer à parler avec les Russes », d'une façon ou d'une autre. Pas forcément tout de suite au plus haut niveau, mais il faut à un moment donné que l'on arrive à se parler. Et on voit bien aujourd'hui que la voilure en terme même de sanctions... Je vais vous donner un exemple, la surenchère est motivée avec les sanctions. On a condamné, on a dit, monsieur Biden a dit « Poutine est un criminel de guerre ». Très bien. Et la définition du criminel de guerre on sait ce que c'est, depuis la fin du XIXème siècle jusqu'au tribunal de Nuremberg, on l'a, la définition. Enfin bref, ça va être intéressant quand on va fouiller dans les armoires d'un certain nombre de dirigeants européens, nord-américains de ces dernières décennies. Mais une fois qu'on a dit ça, ça veut dire qu'on ne peut pas parler avec lui. Pourquoi pas ? Très bien. Mais, dire que monsieur Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, criminel de guerre, on ne veut pas lui parler... Ça va être un peu compliqué, avec qui on va parler alors ? Parce que, si on est dans une logique de criminalisation complète du régime russe, on se retrouve dans la situation de 1945. C'est à dire, pour le Japon et l'Allemagne, on écrase sous les bombes, on élimine tout le monde, et là maintenant on peut dire « capitulation, c'est nous qui allons faire la loi ». Ça va être un peu plus difficile là. Donc attention aux mots qui viennent de l'émotion. Et le positionnement politique, il doit accompagner l'émotion parce que c'est l'opinion publique, ça c'est certain, mais en même temps être toujours très mesuré dans les mots parce que le faire, l'action surtout quand elle est extrêmement changeante, nécessite quand même un vrai pragmatisme. Même dans les tensions les pires. C'est ça qui est important. Même dans les tensions les pires, c'est notre rôle aussi d'essayer de voir en quoi on peut renouer un dialogue, faire renouer un dialogue entre Ukrainiens et Russes, parce que c'est quand même le sujet numéro 1 aujourd'hui.

Entretien mené mercredi 23 mars 2022 et transcrit par Emmanuel JASLIER (Terminale 2) et Sixte PAIRE (Terminale 1 SEA)